

Les partisans de l'unification face à la taiwanisation

Psychologie de crise et sentiment d'urgence chez les Bleus dans la campagne présidentielle de 2004

Stéphane Corcuff



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1352>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Stéphane Corcuff, « Les partisans de l'unification face à la taiwanisation », *Perspectives chinoises* [En ligne], 82 | mars-avril 2004, mis en ligne le 01 mai 2007, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/1352>

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2019.

© Tous droits réservés

Les partisans de l'unification face à la taiwanisation

Psychologie de crise et sentiment d'urgence chez les Bleus dans la campagne présidentielle de 2004

Stéphane Corcuff

- 1 Dans le processus amorcé à Taiwan en 1986, de libéralisation, puis de démocratisation, et enfin de consolidation démocratique¹, la campagne présidentielle du printemps 2004 constitue une étape particulière. Marquée par des attaques lancées sans retenue par les deux camps en présence, elle a été suivie de manifestations d'une partie des perdants, en majorité des partisans de l'unification avec la Chine, qui refusaient d'admettre leur défaite, d'autant que la victoire du camp adverse fut obtenue à une très courte majorité. La nature et l'intensité de leur réaction expriment leur inquiétude face à leur possible disparition politique à terme, dans le contexte d'une taiwanisation toujours plus profonde. Chez d'autres manifestants, qui ne sont pas nécessairement unificateurs même s'ils votent pour le camp dit pan-bleu (*fanlan*)², elle traduit la dramatisation, depuis quatre ans, de leur perception de la situation économique taiwanaise. Fortement négative, elle est en partie influencée par les discours électoraux de l'opposition, les indicateurs économiques montrant sept mois avant l'élection présidentielle une reprise de la croissance économique.
- 2 La démocratie taiwanaise a certes survécu aux manifestations post-électorales qualifiées par l'ancien Président Lee Teng-hui de « tentative de coup d'Etat ». Mais la crise passée, la question posée par l'attitude des perdants reste à peu près entière : quelle est la solidité des valeurs démocratiques des partisans de l'unification les plus mal à l'aise face à la taiwanisation ? Ils constatent le déclin tendanciel de leur influence politique depuis quinze ans, et certains voient désormais dans la démocratie elle-même une menace pour un idéal cher à leurs yeux, mais hérité d'un passé révolu : l'unification entre la Chine et Taiwan.
- 3 Cette crise est sans doute le premier écueil de taille dans le processus de démocratisation engagé il y a dix-huit ans. Que révèle-t-elle sur l'importance de la question identitaire dans l'évolution politique à Taiwan ? Qu'indique-t-elle sur la

solidité de la démocratie dans l'île et sur les sentiments que nourrissent pour elle ceux qui ont le plus à perdre dans la transition en cours, mais qui, par leur poids politique, conservent toujours la capacité à contrarier et à ralentir la politique suivie par les indépendantistes installés au pouvoir ?

- 4 En dépit de ses indéniables qualités, la démocratie est un type de régime qui, comme les autres, ne fait pas l'unanimité. A Taiwan, comme ailleurs, le jeu démocratique fait régulièrement l'objet d'attaques de la part de ceux pour lesquels la démocratisation s'est traduite par une perte de pouvoir. Une jeune démocratie comme celle de Taiwan peut encore être menacée de l'intérieur, quand bien même elle paraît solidement établie. Les historiens du fascisme et des dictatures du XX^e siècle ont montré que les démocraties ne sont pas toujours garanties de leur propre survie. De cette leçon est née le concept de « consolidation démocratique ».
- 5 Cette contribution analyse l'une des causes sous-jacentes aux attaques lancées contre la démocratie par les Bleus, de manière implicite et explicite, durant et suivant la campagne présidentielle de 2004 : le facteur psychologique, resitué dans le contexte politique et identitaire. On ne trouvera que peu d'allusions à la campagne du camp indépendantiste, dit pan-vert (*fanlü*)³. En effet, cet article s'intéresse avant tout à la psychologie des vaincus. Il pose, à cette fin, deux questions simples : quelles raisons expliquent que les opposants au Président sortant aient pu afficher avec une détermination constante des arguments dont il était aisé de repérer l'aspect électoraliste, arguments qui ont été relayés sans esprit critique par les médias, et qui ont réussi à convaincre un grand nombre ? La seconde en découle : quelle est la solidité du soutien à la démocratie chez ceux qui ont le sentiment que l'évolution en cours remet en cause leur pouvoir et leur objectif politique ultime, à savoir l'idéal de l'unification ?

QUELLE INDÉPENDANCE ?

Selon l'angle d'approche, l'indépendance effective de Taiwan apparaît de manière bien différente : tantôt formelle, tantôt incomplète, tantôt juridique, tantôt politique. Que Taiwan soit indépendante dans les faits est une évidence : nul autre que le régime chinois républicain n'a jamais levé d'impôt ni désigné de dirigeant à Taiwan depuis 1949, ni la Chine populaire ni aucun pays tiers. L'indépendance de Taiwan existe, surtout, en droit ; c'est là une évidence juridique, bien que très contestée : le gouvernement qui dirige l'île a entre ses mains la totalité des instruments et attributs que le droit international et la doctrine consacrent comme les *sine qua non* de la souveraineté formelle.

On oppose souvent le critère de la reconnaissance internationale, en indiquant que Taiwan n'étant pas reconnue, sa souveraineté existe peut-être *de facto*, mais pas *de jure*. Ce jugement, pourtant, peut susciter quelques objections. La première est de nature théorique : la souveraineté est une notion juridique autant que politique, politique autant que juridique. C'est ainsi, historiquement, que l'Etat-nation souverain a été consacré par les Traités de Westphalie en 1648. Il est spécieux de distinguer les deux, et au fond assez illogique : un régime souverain n'étant pas reconnu comme tel n'est-il plus souverain ? De tels raisonnements entraînent des situations juridico-politiques insolubles, telles que celle de Taiwan, qui selon cette théorie serait dans un vide juridique qui n'a rien à voir avec sa situation concrète. Une deuxième objection est de nature pratique : quand bien même la reconnaissance internationale serait un des éléments nécessaires à la reconnaissance d'une souveraineté en droit, Taiwan remplirait cette condition. Il suffirait qu'un seul micro-Etat, membre d'une seule organisation internationale à laquelle la participation est possible à la condition d'être un Etat reconnu, reconnaisse l'île officiellement pour que l'argument juridique fonctionne. Et il

existe une petite trentaine d'Etats souverains membres de l'Organisation des Nations unies qui reconnaissent Taiwan. La troisième objection est de nature juridique : le droit international n'inclut pas le critère de la reconnaissance dans les éléments de souveraineté, on l'oublie souvent. Ni la reconnaissance par un Etat, ni la reconnaissance par tous les Etats, ni l'admission à l'ONU ne sont des conditions *sine qua non* juridiques de la souveraineté dans l'ordre externe ; et en effet, ce serait ingérable : avec quel nombre d'Etat reconnaissant l'un des leurs commencerait-on à considérer ce dernier comme souverain ? La Suisse a-t-elle été considérée comme un Etat souverain de fait mais pas en droit pendant les décennies durant lesquelles elle n'a pas été membre de l'Organisation des Nations-Unies ? Il est à craindre que l'argument opposé à Taiwan ne soit qu'une analyse imparfaite ou une légitimation pseudo-juridique d'un argument politique nécessairement discutable.

Le problème de savoir si l'opposition entre « indépendance » et « unification » est un choix valide apparaît plus complexe si l'on pose la question de savoir de quel régime on parle. Si Taiwan est bel et bien indépendante, elle ne l'est en droit qu'en tant que République de Chine, non en tant que « Taiwan », une notion pour l'instant politique (et historique, géographique, culturelle, artistique...) mais pas encore clairement constitutionnalisée ; les Etats entretenant des relations diplomatiques officielles avec l'île la reconnaissant d'ailleurs ainsi. La République de Taiwan existe peut-être politiquement, voire institutionnellement, mais son existence sur le plan strictement constitutionnel se limite, pour l'instant, à des "articles additionnels à la Constitution de la République de Chine", qui modifient substantiellement le fonctionnement de la Constitution de 1947, sans en altérer les dispositions historiques : les réformes constitutionnelles n'ont en effet pas été votées en tant qu'amendements (*xianfa xiuzheng an*) mais en tant qu'articles additionnels à la Constitution (*xianfa zengxiu tiaowen*), ajoutés en plusieurs vagues depuis 1991, cette solution évitant pour l'instant de changer de Constitution, une réforme risquée politiquement. En aucun cas le nom du régime n'a été changé, et celui-ci reste bien la République de Chine. En un mot, Taiwan en tant que telle n'est certes pas indépendante en droit, mais elle l'est bien en tant que République de Chine. Alors que veut dire, dans ce cas complexe, l'« indépendance de Taiwan » ? Indépendance par rapport à qui ? A quoi ? Par rapport à la République populaire de Chine ? Certainement pas, puisque celle-ci n'a jamais dirigé l'île ne serait-ce qu'un seul jour depuis sa fondation le 1er octobre 1949. Voilà pourquoi le mouvement indépendantiste taiwanais n'a jamais réclamé une indépendance par rapport à la Chine populaire. Par rapport à la République de Chine ? C'est précisément ce que demandent les indépendantistes, le régime officiel de l'île étant perçu comme l'héritage d'une histoire s'étant déroulée d'octobre 1911 à décembre 1949 sur le Continent, sans lien avec l'histoire de Taiwan, ni avec sa réalité politique actuelle. La question serait donc de changer le nom du pays (*gai guohao*) et non pas de couper des liens politiques avec la Chine, qui n'existent plus depuis cinquante ans.

- 6 Parmi les perdants, certains pensent aujourd'hui que la démocratie n'est qu'un simple outil aux mains des idéologues constructeurs de la nation taiwanaise. La validité de ce jugement tranché mérite bien sûr examen ; cependant, l'idée que la démocratie représentative serait « captive » n'est pas née à Taiwan, et n'a rien d'inédit dans le débat sur la démocratie : elle a même un fondement historique, et une certaine justification politique⁴. Son pouvoir de séduction, sur ceux qui ont perdu une élection ou se sentent durablement exclu du jeu démocratique, n'en est que plus puissant. L'argument est ainsi apparu tout au long du processus de démocratisation à Taiwan. Les dirigeants du camp bleu ont à nouveau laissé percer cette idée lors de leurs discours aux manifestants, après leur rejet des résultats de la présidentielle du 20 mars.

Un bulletin de vote tamponné en haut à droite en faveur des candidats bleus



© Stéphane Corcuff

- 7 Ceux qui soutiennent la politique des Présidents Lee Teng-hui et Chen Shui-bian trouvent légitime cette instrumentalisation du pouvoir démocratique à des fins de réforme identitaire, au motif que la dictature du passé a imposé à Taiwan une identité chinoise, nationaliste, uniforme, et au fond réinventée, qui n'était pas celle de l'île et de son héritage culturel multiple, que les Nationalistes l'ont fait avec des moyens coercitifs parfois violents, que cette politique, enfin, a irrémédiablement altéré les cultures locales. Il y a, pour nombre d'entre eux, une sorte de légitime revanche, que les plus modérés voient comme une nécessaire remise à l'équilibre après les excès du passé, dans une phase dite « post-coloniale » (*houzhimin*) du régime de Taipei⁵.
- 8 A l'opposé, ceux qui ressentent la taiwanisation (*bentuhua*) comme une menace pour l'héritage culturel chinois de l'île n'acceptent pas ce qu'ils analysent comme l'utilisation du pouvoir d'Etat à des fins de redéfinition identitaire. Inévitablement, la critique risque de glisser alors vers celle de la démocratie elle-même, puisque c'est elle qui a porté successivement à la présidence, par le jeu du suffrage universel direct, deux Taiwanais indépendantistes, à l'occasion des présidentielles de 1996, de 2000, et de 2004⁶. Le processus démocratique, qui a permis l'expression d'une identité taiwanaise longtemps réprimée, a fini par remettre en cause le statut d'impératif catégorique qu'avait, jusqu'au début de la présidence de Lee Teng-hui, l'objectif d'unification avec la Chine. Se pose alors la question des sentiments que nourrissent pour l'idée démocratique ceux pour qui l'unification reste l'horizon politique ultime. La compétition entre préférence démocratique et préférence identitaire est aujourd'hui une réalité chez certains. C'est peut-être où l'hésitation entre les deux commence que finit la certitude d'une consolidation démocratique.
- 9 Depuis le début des années 1990, les réunificateurs les plus opposés aux Présidents Lee Teng-hui et Chen Shui-bian dénoncent avec une égale constance ce qu'ils perçoivent comme une dictature des deux Présidents démocrates. Mais derrière le recours rhétorique à la démocratie (*minzhu tizhi*) et à la dictature (*ducai tizhi*), le cœur de leur

reproche porte en fait sur les objectifs de ce pouvoir plus que sur l'étendue du pouvoir lui-même. Les militaires argentins se sont mis à dénoncer la « dictature rampante » du Président démocratiquement élu le jour où ce dernier leur a demandé des comptes au sujet de la torture pratiquée sous la dictature qu'ils ont instaurée. De même, les plus véhéments critiques des Présidents Lee Teng-hui et Chen Shui-bian dénoncent d'autant plus le pouvoir présidentiel qu'il n'est plus entre leurs mains : c'est une logique politique assez simple. Ceci d'autant qu'ils voient le pouvoir présidentiel, même s'il est en fait assez limité⁷ se retourner contre eux. En d'autres temps, ils ont majoritairement soutenu la dictature, cette fois bien réelle, de la « Chine libre » de Chiang Kai-shek. Mais il n'y a pas là, en fait, de contradiction. Cette apparente inconstance s'explique par la continuité de leur adhésion à l'objectif de l'unification : principe soutenu par le régime passé, mais remis en cause par le régime d'aujourd'hui. Pour les mêmes raisons, ils ont donc soutenu l'un, et ils critiquent l'autre. Leur opposition à la taiwanisation est, en effet, elle aussi ancienne⁸. Le fait qu'ils interprètent leur marginalisation politique croissante dans un environnement qui change comme le résultat d'une dictature personnelle n'est donc pas très surprenant.

- 10 Les attaques lancées contre un indépendantiste taiwanais installé au pouvoir par des unificateurs d'origine continentale qui sentent leur influence irrémédiablement diminuer indique plus qu'une rhétorique éculée des perdants de la démocratisation. Elle révèle la permanence de l'adhésion à une valeur fondatrice, l'unification avec la Chine, tandis que la démocratie reste une valeur accessoire (même si pas nécessairement ornementale).
- 11 Les plus radicaux des unificateurs ressentent aujourd'hui un sentiment d'urgence, lié à une question de nature existentielle : celle de leur survie politique face à une tendance lourde de l'histoire qui les marginalise et les enferme dans des contradictions que le jeu démocratique aiguise. Et ceci, d'autant que l'objectif de l'unification entre Taiwan et la Chine est en voie de désacralisation non seulement dans la société taiwanaise, mais également au sein de la population continentale de Taiwan elle-même, traversée par un irrépressible mouvement d'identification à l'île.
- 12 Si le sentiment de crise et d'urgence chez les dirigeants du camp bleu ne transparait pas nécessairement dans les déclarations soigneusement réfléchies et prononcées dans le cadre d'entretiens formels dans les états-majors des partis à Taipei, elle est claire au niveau local, comme au niveau central, pour qui sait sonder la psychologie des unificateurs et décrypter leurs stratégies électorales, ou pour qui fréquente des Continentaux sans rôle politique, dans leur intimité de tous les jours. On aurait tort d'imaginer que, parce les unificateurs sont eux aussi taiwanisés, et que les opinions sont variées au sein de leur camp, ce sentiment de crise serait l'apanage des seuls extrémistes, ou des plus âgés. Ce sentiment de crise est très largement partagé, et le choc de la taiwanisation, peut-être en voie d'être assimilé durant les dernières années du règne du Kuomintang sous Lee Teng-hui⁹, est aujourd'hui une source renouvelée de malaise et d'angoisse, à mesure que cette taiwanisation s'approfondit, qu'elle normalise la présence au pouvoir des indépendantistes, et qu'elle permet au premier indépendantiste élu à la tête de l'Etat d'être reconduit dans ses fonctions.
- 13 Pour montrer la profondeur du sentiment de crise et d'urgence, cet article se saisit d'un moment politique particulier, et révélateur, durant lequel ce sentiment composite précipite : la réception de la nouvelle, par le camp unificateur le samedi 20 mars au soir, de sa troisième défaite électorale depuis l'élection présidentielle de 1996, qui

semble consacrer son effondrement sur la durée. Selon nous, les hommes politiques du camp bleu, qui éprouvent une difficulté à trouver une réponse stratégique commune, cohérente et convaincante face à la question que leur pose le mouvement de taiwanisation, n'ont plus l'initiative du calendrier politique. C'est pour tenter de contrer leur position très délicate dans cette phase décisive de l'histoire de Taiwan, face à un camp vert désormais fermement au pouvoir, et parce que le bilan économique de ce dernier s'est amélioré juste avant le début de la campagne, les privant ainsi de leur argument central, qu'ils ont lancé une campagne d'une violence inattendue mais logique, jouant sur la menace chinoise, recourant à la théorie du complot, et dépeignant Chen Shui-bian comme un dangereux dictateur.

- 14 Nous nous intéresserons tout d'abord à la notion d'identité, sur laquelle différentes interprétations induisent des positions radicalement différentes sur la question de l'avenir de Taiwan. Nous aborderons ensuite les ressorts de la crise en tentant de caractériser un « fait continental », sociologique autant que politique, voire géopolitique, pour montrer l'importance de la question des Continentaux de Taiwan. Ceci nous permettra de progresser dans la recherche de la ligne de clivage fondamentale dans la société taiwanaise sur la question identitaire : moins « indépendance contre unification » que « conscience chinoise contre conscience taiwanaise ». Nous verrons quelle forme complexe prend l'identification nationale des Continentaux à Taiwan, un préalable nécessaire à la compréhension des partisans de l'unification face à une ultime défaite, la réélection de Chen Shui-bian, reconduit certes de justesse, mais dans une triangulaire qui n'en porte pas le nom, et avec un nombre de voix nettement accru depuis son élection de 2000.
- 15 Durant la campagne de 2004, nous avons assisté à une véritable crise identitaire. Les passions verbales se sont déchaînées d'une manière incontrôlée, un camp faisant tout pour ne pas voir Taiwan repartir aux mains d'un parti soupçonné de complaisances face à la Chine, et un autre percevant avec une angoisse inégalée la possibilité de sa disparition définitive. Combat à mort : s'il fallait en donner un exemple tristement éclairant, on pourrait citer la joie affichée par de nombreux militants du camp bleu à l'annonce de l'attentat contre Chen Shui-bian. Comment a-t-on pu en arriver là ?
- 16 Si l'on tente de réfléchir au niveau de la théorie démocratique, notamment dans l'optique adoptée par la transitologie¹⁰, la question centrale posée par cette crise est de savoir quelles sont les possibilités d'épanouissement de la démocratie taiwanaise à l'horizon des quinze années qui viennent. Trois redoutables défis se posent en effet à elle.
- 17 C'est tout d'abord, le débat identitaire au sein de la société taiwanaise, de plus en plus acerbé. Les échéances poussent les politiciens des deux bords à faire des choix et à marquer leurs préférences, font tomber les masques, et révèlent chaque fois un peu plus la profondeur vertigineuse de l'opposition entre deux visions de l'identité de Taiwan. C'est ensuite la pression de la Chine, qui, ne disposant pas des moyens conventionnels nécessaires pour envahir l'île, a trouvé une solution stratégique plus efficace, en déployant un nombre toujours croissant de missiles ; si la réalité de la menace est encore en débat, la pression qu'elle fait peser sur le débat fait l'effet d'un feu nourri sous une marmite déjà bouillonnante. C'est enfin, le veto de la communauté internationale, qui ne souhaite pas garantir la sécurité de Taiwan. Si les Etats-Unis s'engagent à défendre le *statu quo*, ils n'en cautionnent nul changement. Quant au reste de la société internationale, il ne garantit la sécurité de Taiwan dans aucun cas, et lit

souvent dans le discours souverainiste de Taipei un vain effort de construction stato-nationale façon dix-neuvième, voire un « nationalisme taiwanais » jugé implicitement dangereux, puisqu'il « provoque » la Chine. Ce jugement est compréhensible, mais sous-informé¹¹. Or la stratégie de la communauté internationale à l'égard de Taiwan a un impact politique direct sur le débat taiwanais : il joue en faveur des partisans de l'unification, même si ceux-là sont aujourd'hui minoritaires. Ces trois contraintes réduisent considérablement la marge de manœuvre des dirigeants insulaires. Ceux-ci ne peuvent ni changer le nom du pays (ils ne disposeraient pas d'un consensus national, tandis que cette décision entraînerait un rejet par la communauté internationale), ni accepter une soumission à la Chine (étant des dirigeants élus d'un pays souverain, même non reconnu comme tel, il s'agirait d'une décision politique invendable dans le contexte démocratique de Taiwan), ni enfin contraindre le débat identitaire (sous peine d'être accusés de brider la démocratie insulaire). Les hommes et femmes politiques des deux bords à Taiwan sont donc dans une situation politique délicate.

Qu'entend-on par « identité » ?

- 18 Ces trois contraintes sont inextricablement liées par une notion centrale, l'identité. Nous avons souvent d'elle une perception intuitive par défaut, qui s'avère erronée : celle d'une identité-état (*je suis...*), d'une identité-avoir (*j'ai...*), ou d'une identité-héritage (*mes racines sont...*). Pourtant, l'identité n'est ni un état, ni un avoir au-delà du strict bagage génétique avec lequel nous venons au monde. L'identité est indescriptible, alors que l'identification est analysable, parce qu'elle est un processus in-fini – *an ever on-going process*. Ce qui est une évidence pour les psychologues, pour les anthropologues et pour bon nombre de sociologues, laisse place pour le sens commun à une réaction instinctivement apeurée du changement identitaire, alors que ce dernier est pourtant le lot commun de l'humanité. La difficulté à considérer les identités comme naturellement construites, évolutives et plurielles – je suis nécessairement un peu plus moi-même aujourd'hui que je ne l'étais hier – fait que la transition de l'identité nationale à Taiwan, comme toute transition identitaire, est instinctivement perçue comme dangereuse : une inconnue inquiétante, un trouble de l'ordre établi, une manipulation politique, une perte inacceptable de cet état que l'identité n'est pourtant pas, ou de cet avoir qu'elle ne sera jamais.
- 19 La transition identitaire fait peur à ceux qui, dans l'île de Taiwan, restent marqués par cinquante années de socialisation politique nationaliste « grand-chinoise », et qui, s'identifiant pourtant à Taiwan au quotidien, ne sont pas exempts de contradictions. Mais, vite exploitées par les partisans de l'unification, elles ont un coût politique : d'une part, le refus de considérer le président élu comme l'autorité suprême et légitime ; pour les partisans de l'unification, c'est « sur Chen Shui-bian » qu'on a tiré, pas « sur le Président de la République » ; tout aussi fondamentale, cette seconde conséquence : la tentative consciente d'une déstabilisation de ce président pourtant démocratiquement élu et réélu, pour évacuer des frustrations, et pouvoir encore croire que le mouvement historique dont les perdants sont victimes, n'est pas inéluctable.
- 20 La transition identitaire fait également peur à ceux, sur le Continent, qui se sont convaincus, depuis 1949, que Taiwan est une partie inaliénable de la Chine, au point d'en faire une dimension essentielle de la psyché nationale chinoise post-1949, alors qu'une analyse dépassionnée de l'histoire (pour ne parler que de cet angle d'approche) a de quoi remettre en question bien des certitudes. Le Parti communiste chinois n'a-t-il pas lui-même prôné l'indépendance de Taiwan dans les années 1930 ? Mao Zedong lui-

même, avant d'arriver au pouvoir, n'a-t-il pas prôné la division de la Chine en plusieurs Etats plus facilement gérables ?

Dépouillement, le 20 mars. Chaque bulletin est pris par une première personne, ouvert par une deuxième, lu et montré au public par une troisième, tandis qu'une quatrième inscrit le résultat sur une liste face au public



© Stéphane Corcuff

- 21 La transition identitaire fait peur, enfin, à ceux dans la communauté internationale que le *statu quo* séduit car, quand bien même il serait contesté (les Taiwanais sont du coup exclus de l'ONU ; le régime de Taipei est bel est bien souverain ; le consensus sur l'identité chinoise de Taiwan, sur lequel le *statu quo* est historiquement basé, a disparu), il reste la solution apparemment la plus simple à gérer, à court très terme.
- 22 Si les analystes de la question taiwanaise s'accordent facilement à reconnaître qu'il existe un débat sur l'identité à Taiwan, il n'est cependant pas toujours aisé de distinguer les différentes lignes de clivage qui le parcourent, ni s'il en existe une qui permettrait de distinguer les deux camps sur un point essentiel d'une façon plus claire et moins discutable que les autres.
- Un « fait waishengren » à Taiwan
- 23 Commençons par l'opposition Continentaux – Taiwanais. Les *Waishengren* sont ces immigrants chinois arrivés à Taiwan de différentes provinces continentales entre 1945 et 1955¹², avec un pic lors du transfert du gouvernement nationaliste à Taipei en décembre 1949. Ceux qu'on appelle couramment les « Taiwanais » sont également d'origine continentale, mais plus ancienne ; leur souche ethnique est également diverse : minnan ou hakka. Comme nous l'avons montré dans un précédent article de cette revue¹³, la construction d'une frontière ethnique, politique, symbolique et psychologique entre les deux peut être historicisée : on peut en déterminer les grandes

dates. Il ne s'agit évidemment pas d'une frontière ancestrale et immuable, mais plutôt d'une frontière construite. De nombreuses incompréhensions entre les deux communautés, et des ressentiments de la part des Taiwanais face aux Continentaux monopolisant le pouvoir, se sont développés durant quarante ans. Les mariages interethniques et le phénomène de sortie du village militaire¹⁴ ont permis une certaine adaptation à Taiwan des valeurs de la vie quotidienne, des habitudes de vie et du langage des Continentaux, tandis que la première génération s'éteint progressivement et que les jeunes nés de parents continentaux n'ont aucune expérience personnelle de la Chine. Notre travail sur les Continentaux, qui a tenté de mesurer statistiquement le phénomène de l'identification nationale, montre l'irrépressible mouvement d'adaptation à Taiwan qui traverse la vie quotidienne des Continentaux, mais rien ne permet d'affirmer que le « complexe de l'origine provinciale » (*shengji qingjie*) disparaisse dans tous les instants de la vie quotidienne, ni *a fortiori* dans les situations où la politique prédomine. Il reparaît même régulièrement, chaque fois qu'une échéance électorale impose un choix politique chez l'électeur continental ou taiwanais. Et n'oublions pas le pouvoir et l'influence conservés par les Continentaux de la seconde génération, qui ont pris la relève de leurs aînés dans les cercles du pouvoir et des médias. Ceux-là s'identifient certes beaucoup plus à Taiwan que leurs aînés, mais ne sont nullement pour l'abandon du principe de l'unification. Or celui-ci est battu en brèche, au moment où les Taiwanais prennent le pouvoir chez eux.

- 24 Les Continentaux, une minorité qu'on évalue approximativement à 12 % de la population, gardent un pouvoir qui n'est pas proportionnel à leur importance numérique au sein des médias, de l'armée, des administrations et du parlement. Leur identification nationale est en partie en conflit avec le mouvement d'indigénisation des structures politiques et de l'idéologie à Taiwan. Il existe donc « un fait *waishengren* » dans la société taiwanaise. Mais est-ce à dire que le conflit actuel s'explique par une opposition fondamentale entre Continentaux et Taiwanais de souche ? Si cela était vrai, les comportements électoraux le reflèteraient : nous noterions un vote massif des Continentaux pour les Continentaux et pour des programmes marqués par l'idéologie unificatrice ; et un vote massif des Taiwanais pour des Taiwanais et des programmes indépendantistes. Or on ne trouve nulle trace d'une dichotomie aussi claire. Si 80 % des Continentaux sont réputés voter pour des candidats continentaux, dont les programmes sont pour la plupart marqués par un rejet d'une taiwanisation accélérée, d'un abandon de l'héritage chinois et de l'objectif de l'unification, l'inverse n'est pas vrai chez les Taiwanais de souche. Si ces derniers votaient en masse pour des candidats de souche taiwanaise, les Continentaux n'auraient depuis longtemps plus le moindre espoir politique dans l'île. S'il existe indubitablement un fait *waishengren* à Taiwan, la ligne de clivage n'épouse nullement l'opposition *Waishengren* - Taiwanais.

Indépendance ou unification ?

- 25 Qu'en est-il alors de la ligne de clivage indépendance/unification portant sur l'avenir de l'île ? Tout comme l'opposition Continentaux/Taiwanais, elle est certes importante, mais là encore, rien n'indique que ce soit la ligne de clivage la plus marquante. En réalité, les notions d'indépendance et d'unification sont ambiguës. En théorie, il ne devrait pas y avoir d'opposition à faire entre, d'une part, le choix d'une indépendance et, d'autre part, celui d'une unification. Il y aurait en effet un problème de logique : si se pose la question de l'unification, c'est qu'il y a indépendance ; si se pose la question de l'indépendance, comment celle-ci peut-elle se poser en même temps qu'une option d'unification ? La vraie opposition est ailleurs, entre les tenants de l'unification (ou de

la réunification) à ceux du changement du nom du pays (*gai guohao*) : de « République de Chine » en « République de Taiwan »... entre autres choix possibles.

- 26 Caractériser « l'unification » implique un choix entre ses différents modes, et là commencent les divisions : sous quel régime unifier les deux rives ? A quelle échéance ? Sous quelles conditions ? Sous le drapeau de la République de Chine ? Cela est peu réaliste, compte tenu du rapport des forces entre les deux rives - bien que le candidat Lien Chan ait écrit, durant la campagne, que ce serait son option. Sous les couleurs de la République populaire de Chine ? Difficilement vendable aux Taiwanais qui vivent en démocratie et élisent leurs dirigeants souverains. Sous une fédération à laquelle les deux régimes abandonneraient leur nom ? Peut-être une solution viable, mais à condition que les deux gouvernements l'acceptent. Les options étant nombreuses, et Taiwan n'étant guère en mesure de dicter son choix, les partisans de l'unification sont eux-mêmes partagés.
- 27 Quant aux indépendantistes, la solution de changer le nom du pays a en apparence le mérite de la clarté. Mais quand commence le débat concret sur le nom à adopter, les options sont, là encore, nombreuses : traduira-t-on un désir de coupure psychologique totale, ou au contraire affirmera-t-on l'indépendance tout en cherchant un terme acceptable par la Chine ? Préférera-t-on « Taiwan » (*Taiwan guo*), la « République de Taiwan » (*Taiwan gongheguo*) ou, par exemple, une « République chinoise de Taiwan » (*Zhonghua Taiwan minguo*), la dernière solution étant la moins inacceptable pour la Chine ? Sans compter que parmi les indépendantistes, tous ne sont pas pour un changement de nom du pays, de nombre d'entre eux se prononcent plutôt, dans un premier temps, pour un changement de Constitution qui éviterait de fournir à la Chine un *casus belli* trop facile, tout en permettant l'essentiel des changements en termes de substance ; c'est le cas de Chen Shui-bian. Le camp indépendantiste n'est pas plus uni sur l'aspect formel de l'indépendance que ne le sont les partisans de l'unification sur celui de l'unification¹⁵. Le débat « indépendance/unification » est effectivement une ligne de clivage importante, mais ne permet cependant pas non plus une clarification satisfaisante des lignes de partage.

« Conscience chinoise » et « conscience taiwanaise »

- 28 Existe-t-il vraiment une ligne de clivage centrale dont tout découlerait ? Examinons-en une dernière, que l'on propose ici, et qui s'opère autour de la notion de conscience. Cette notion, liée à l'identification ethnique (Waishengren/Taiwanais) comme à l'option choisie pour l'avenir de l'île (indépendance/unification), ne se résume cependant ni à l'une, ni à l'autre, et les comprend toutes les deux. Ceux qui verbalisent cette notion opposent « conscience chinoise » (*Zhongguo yishi*) et « conscience taiwanaise » (*Taiwan yishi*)¹⁶. Cette « conscience », qui prend les atours d'une idéologie¹⁷ est à la fois ethnique, culturelle, et politique (au sens civique). On dira de quelqu'un à Taiwan que, par exemple, sa conscience chinoise « est très forte » : il n'est pourtant pas nécessairement continental. Il pourra même être éventuellement contre l'unification, en tous cas l'unification à n'importe quel prix - mais probablement pas pour l'indépendance. De même, certains Continentaux très taiwanisés rejettent sans ambiguïté le régime politique chinois, mais pas l'option de l'unification future, et il n'y a là nulle contradiction. Ils s'identifient à Taiwan, mais ne souscrivent pas à une indépendance que leur conscience chinoise, en dépit de leur conscience taiwanaise, interdit de penser comme légitime ou comme utile. Ce qui signifie probablement que, pour un nombre sans doute considérable de Taiwanais (Continentalux et Taiwanais de

souche), la ligne de clivage « indépendance / unification » ne dit rien de très précis sur ce qu'ils pensent vraiment.

- 29 Ainsi, avoir « une conscience chinoise » ou « une conscience taiwanaise » forte ne préjuge pas nécessairement d'une position sur l'indépendance ni sur les origines ethniques. En ce sens, la variable de la « conscience chinoise » ou « taiwanaise » est plus subtile et moins réductrice ; elle est plus explicatrice aussi. On peut s'identifier à Taiwan dans le quotidien, mais garder, de par son éducation parentale et la socialisation politique passée, une conscience chinoise forte. Ainsi, des Taiwanais qui parlent taiwanais, des Continentaux qui sont largement taiwanisés au quotidien et manient le taiwanais, vont conserver une opposition de principe à l'indépendance, et auront pour Chen Shui-bian une méfiance systématique, difficilement explicable autrement que par l'importance de cette variable. A côté d'analyses rationnelles d'un bilan politique sur telle ou telle variable (les relations entre les deux rives, par exemple), où la subjectivité est forte mais où la réflexion reste dans le domaine du rationnel, il existe chez les Waishengren une opposition de principe à l'indépendance et une adhésion de principe (en diminution marquée, cependant) à l'idéal de l'unification, qui n'est pas de l'ordre du rationnel, et qui découle de l'héritage de l'identification ethnique et de la socialisation politique reçue. Souvent d'ailleurs, les discours explicatifs censés justifier l'unification chez les moins éduqués des partisans de l'unification, à côté d'arguments plus réfléchis tenu par d'autres, révèlent des contradictions : on y retrouve le défaut logique commun à nombre de discours réunificateurs tenus de par le monde : « Pourquoi l'indépendance n'est-elle pas souhaitable ? Parce que Taiwan fait partie de la Chine ». On appelle ce défaut logique une pétition de principe : une justification qui prend pour argument, et tient pour acquis, le résultat même auquel elle cherche à aboutir. Elle est fréquente chez les partisans de l'unification des deux bords du détroit de Taiwan.
- 30 Qu'il s'agisse d'analyser la position des unificateurs ou des indépendantistes, on ne voit bien vite plus que contradictions ou manipulations politiques des uns et des autres, dans un pays où l'émotionnel a en grande partie chassé le rationnel du débat politique. Cela conduit à une analyse peu féconde de la situation. Les indépendantistes, par exemple, affirment souvent que les partisans de l'unification manipulent l'opinion. C'est dans une large partie vrai pour nombre d'hommes politiques du camp bleu, et la campagne pour la présidentielle de 2004 l'a montré d'une façon remarquable. Mais les politiciens continentaux sont eux aussi, comme les autres Continentaux taiwanais, aux prises avec leur propre pluralité identitaire. Ils sont confrontés à cette contradiction difficile à résoudre entre leur identification à Taiwan, qui est indéniable, et la rémanence de leur socialisation politique, et de l'image d'une Chine idéale. Certains hommes politiques bleus sont-ils manipulateurs ? Sans aucun doute, mais la plupart des Continentaux ont simplement l'esprit empli d'une idéologie émotionnelle de la grande Chine qui oblitère leur jugement rationnel. Rien n'est plus évident dans le cas des Continentaux nés à Taiwan, qui ne se sont jamais rendus en Chine, et qui considèrent Taiwan comme leur « pays » (ils disent bien *guojia*), mais s'opposent par principe à l'indépendance. Ils justifient cette position par le motif qu'elle risquerait de déclencher la guerre, mais aussi, disent-ils, « parce que Taiwan fait partie de la Chine ». Rien, sinon la rémanence des enseignements de la socialisation politique passée, ne peut expliquer ce qui, de prime abord, apparaît comme une contradiction.

31 C'est ce résultat complexe, mélange chaque fois personnel d'identification culturelle, ethnique et de socialisation politique, que nous appelons ici « conscience chinoise » et « conscience taiwanaise ». Celles-ci ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; on les trouve ensemble en une variété infinie de proportions, qui font la richesse de l'expression identitaire taiwanaise¹⁸. Le résultat de l'élection du 20 mars 2004 ne montre à nos yeux ni une opposition entre Continentaux et Taiwanais, ni un 50-50 sur la question de l'indépendance et de l'unification (les sondages donnent sur ce point des résultats totalement différents), ni même une opposition entre une « idéologie continentale » (*waishengren yishi*) et une autre. Comme le disent bien des militants indépendantistes, elle montre que la société taiwanaise est coupée entre deux visions de Taiwan, l'une fruit de la nouvelle conscience taiwanaise, et l'autre induite par la rémanence de la conscience chinoise. Gardons-nous de conclure de manière tranchée que « les Taiwanais » ne seraient pas pour l'indépendance, ou que le nationalisme taiwanais serait « en hausse ». Mais il est vrai qu'il y a des tendances. Celle à l'accroissement saisissant, ces dernières années à Taiwan, de l'identification ethnique comme « taiwanais », aux dépens de l'identification comme « chinois », en est une fondamentale. Et si ces élections présidentielles se sont jouées sur l'opposition entre « conscience chinoise » et « conscience taiwanaise », à en juger par l'augmentation particulièrement marquée des voix données à Chen Shui-bian entre 2000 et 2004, on en tient là une seconde.

Complexité et fluidité de l'identification à Taiwan

32 Il est cependant difficile de comprendre le phénomène d'opposition entre « conscience chinoise » et « conscience taiwanaise » sans approfondir préalablement la question de l'identification à l'objet national. L'expérience identitaire des Continentaux à Taiwan est marquée par un conflit entre leur identification à Taiwan au quotidien d'une part, et leur réflexe de vote pour des candidats favorables à l'unification d'autre part. Les Taiwanais considèrent souvent que « les Waishengren » sont pour l'unification ; et que les partisans de l'unification, identifiés souvent mais abusivement aux Waishengren, sont prêts à vendre Taiwan à la Chine pour arriver à leur idéal d'unification avec le Continent chinois. Ces jugements, partagés par les hommes politiques les plus engagés, comme par les Taiwanais moyens les moins politisés, ne sont qu'en partie fondés.

33 Dans un travail situé à la croisée de la science politique et de l'anthropologie sociale, destiné à étudier ce qu'il en est des sentiments nourris par les Waishengren pour Taiwan comme objet d'identification potentiel, nous avons tenté de déterminer des variables qui seraient à même de mesurer statistiquement le phénomène d'identification à l'objet national. Un questionnaire à 178 variables a été distribué à un millier de Continentaux de Taiwan, à une période significative, 1997¹⁹. Ce questionnaire a permis de mesurer d'une manière statistique une question complexe, émotionnelle et sensible, restée jusque-là confinée au domaine des préjugés politiques et des ressentiments psychologiques. Pour faire ressortir cette identification à Taiwan, nous avons, entre autres techniques, eu recours à la variable de la position des répondants sur la question de l'unification entre les deux rives. Cette question, on l'a dit, est capitale. Nous avons donc posé la question de l'unification de deux manières très différentes, pour tenter de déterminer s'il existait une différence entre une position théorique, de principe, symbolique et exprimée, et une position non-politique, ressentie sans être verbalisée, qui ne soit guère mesurable que par une confrontation de variables, car ne connaissant guère de verbalisation, et ne pouvant apparaître, par

définition, comme une réponse à une question claire et directe. La question fut donc d'abord posée de manière directe : « Pensez-vous que le gouvernement de la République de Chine ne peut en aucun cas transiger sur la nécessité d'un soutien à la politique d'unification des deux rives ? ». La seconde était posée de façon indirecte, les répondants devant classer par ordre d'importance six politiques proposées comme autant de priorités possibles pour le gouvernement, parmi lesquelles l'unification entre les deux rives. La première question réservait une surprise : à peine une majorité de répondants (50,3 %) se sont prononcés positivement, alors que la formulation, si elle les poussait vers une position de principe claire, ne les "engageait" que sur le principe : on aurait pu donc s'attendre à un résultat beaucoup plus élevé, de l'ordre de 80 %. Moins surprenant, et expliquant d'ailleurs cette moyenne de 50,3 %, était le phénomène générationnel, qui laissait voir de grandes différences dans la fréquence d'une réponse affirmative selon les cohortes d'âge : la génération née sur le Continent se prononçait pour à hauteur de 78,3 %, celle née à Taiwan entre 1945 et 1968 à hauteur de 41,7 %, et celle née à Taiwan entre 1969 et 1981 à hauteur de 34,7 % seulement. Le nombre de Continentaux qui remettent en question ce qui est pour les partisans de l'unification un impératif catégorique croît avec la jeunesse des cohortes.

34 Nous trouvons une surprenante confirmation de ce phénomène dans les données collectées lors du dépouillement de la seconde question. Le nombre de répondants qui choisissent l'unification entre les deux rives comme première priorité souhaitable du gouvernement, devant les cinq autres propositions disponibles (la réforme administrative, l'amélioration des conditions économiques, la lutte contre l'argent sale, l'augmentation de la visibilité de Taiwan sur la scène internationale, la protection de l'environnement) n'est que de 5,4 %, un chiffre particulièrement bas propre à remettre en question bien des préjugés. Ceux qui la placent en second rang sont 1,2 %, en troisième rang, 1,7 %, en quatrième rang même, 5,8 % seulement. Les cohortes les plus larges sont formées des répondants qui mettent l'unification comme avant-dernière et dernière priorité dans le choix proposé : respectivement 30 % et 55,6 %, ce qui porte à 85,6 % des Continentaux sondés le nombre de ceux qui considèrent l'unification comme passant en dernier, lorsqu'elle est comparée à d'autres priorités politiques plus domestiques. Si cela ne veut pas dire que l'unification n'est pas une priorité pour eux - elle est proposée, comme les autres, en tant que priorité possible, et reste choisie par une immense majorité -, elle n'apparaît donc comme la première des priorités que chez une infime minorité. Nous avons là une mesure tangible de leur enracinement à Taiwan confirmée par bien d'autres variables de notre questionnaire²⁰. Il existe donc désormais dans la configuration de leur identification nationale un pôle taiwanais manifeste, dont l'importance croissante remet en cause jusqu'au principe, au statut jusque-là inattaquable, de l'unification. C'est là une dimension importante de la mentalité de crise qui anime ces derniers ; l'instabilité et la fragilité de l'objectif de l'unification chez les Continentaux eux-mêmes, constituent évidemment une menace pour la survie d'une idéologie réunificatrice en perte de vitesse.

35 Pourtant, le pôle chinois d'identification nationale ne disparaît pas chez les Waishengren qui votent pour les bleus, ce qui les place en situation défensive par rapport à l'approfondissement de la taiwanisation des structures politiques. Ce pôle chinois peut d'ailleurs difficilement disparaître : la socialisation politique passée (l'éducation à l'amour de la Chine sous les Nationalistes) a été intense ; l'identification ethnique de groupe demeure (les premières et secondes générations de Waishengren tendent à conserver un réseau de relations entre Continentaux, phénomène qui

s'atténue chez les jeunes). Et, bien que des changements politiques importants se soient produits ces dernières années, la structure du régime reste la République de Chine, facilitant la perpétuation de cette identification. Deux pôles composent donc l'identification nationale des Continentaux, et si l'importance du pôle chinois ne peut empêcher un enracinement taiwanais, en retour ce dernier n'est pas encore, surtout pour les générations nées en Chine ou socialisées sous la dictature, en mesure de remettre en cause leur identification ethnique, culturelle et dans une certaine mesure politique, à la Chine. L'angoisse des Continentaux face aux victoires successives des indépendantistes peut s'expliquer par ce que cette identification à la Chine induit chez beaucoup comme jugements, fondés et infondés, sur la possibilité et les conséquences de l'indépendance.

- 36 Pour être plus complet, il faudrait également évaluer la forme d'identification des Taiwanais de souche à l'objet national. Car nul ne saurait prétendre que seuls les Continentaux ont voté pour Lien Chan et Soong Chu-yu, ou se sont laissés mobiliser dans le mouvement de contestation qui a suivi l'élection²¹. Comment expliquer que des électeurs taiwanais de souche, du Sud, membres de la classe moyenne, parlant taiwanais à la maison, considérant la Chine comme un autre pays, votent pour Lien Chan et Soong Chu-yu ? Les discussions avec ces électeurs montrent leur souci de leur situation économique. Le crédit qu'ils accordent au débat identitaire est minime. Leur conscience taiwanaise, indéniable, ne débouche pas chez eux sur la nécessité de donner un Etat à la nation taiwanaise, ou une nation à l'Etat taiwanais. En bref, ce sont des électeurs qui resituent le débat avant tout sur leur situation économique personnelle et penchent pour un « ni-ni » quant à l'avenir de Taiwan, ils ont peur de l'indépendance, mais ne veulent pas de l'unification pour autant. Certains d'entre eux ont investi en Chine, et voient dans la construction d'une nation taiwanaise, parce que celle-ci entraîne des tensions avec la Chine, une perte de temps, d'argent et d'énergie, une stratégie dangereuse, et une politique d'autant plus inutile que Taiwan est, dans les faits, déjà indépendante. Il est pour autant hors de question de céder inconditionnellement à la Chine.
- 37 Cette vision des choses impatiente naturellement les théoriciens de la nation taiwanaise qui, comme dans de nombreux précédents dans l'histoire, sont en avance sur l'opinion publique. Ils considèrent que les votants taiwanais qui soutiennent les Bleus manquent de « conscience nationale » (jugement qu'ils partagent avec tous les nationalistes de par le monde), qu'il s'agit d'un vote urbain, que leur mentalité est celle de « petits-bourgeois », et qu'ils sont, enfin, influencés par un discours simplificateur et biaisé sur les liens entre identité, développement économique et relations entre les deux rives. La dernière campagne électorale a ajouté une utilisation systématique par les Bleus du thème de la sauvegarde (*jiu Taiwan*), en mettant en avant un « péril mortel » que Chen Shui-bian ferait courir à l'île.
- 38 Si tous les nationalistes de par le monde se trouvent aux prises avec une différence de conscience entre eux et la population des nations qu'ils veulent construire, c'est justement parce que ce sont des constructeurs. Ils défendent un projet nécessairement en décalage avec les perceptions de la masse. Celle-ci, c'est compréhensible, est avant tout concernée par sa situation matérielle. Taiwan n'échappe pas à la règle. Il y a donc un phénomène d'inertie normale, à laquelle les indépendantistes sont confrontés.
- 39 De plus, l'opposition unificatrice joue sur un sentiment très marqué de la population taiwanaise, selon lequel l'essentiel est l'économie, la situation matérielle, conditionnées

par la paix. L'économie taiwanaise a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale qui a coïncidé avec le premier mandat de Chen Shui-bian. Habités à la croissance, les Taiwanais ont été traumatisés par le ralentissement économique. Le sentiment que le PDP, sans grande expérience du pouvoir, était incompétent s'est largement répandu. De nombreux Taiwanais voient en outre dans le PDP un facteur de troubles parce qu'il souhaite l'indépendance, et dans le KMT un facteur de stabilité parce qu'il est préféré par Pékin, même si par ailleurs ils rejettent l'idée d'un contrôle de Pékin sur l'île. Tant que le KMT ne propose pas une unification immédiate et à n'importe quel prix, de nombreux électeurs qui ne sont ni pour l'indépendance, ni pour l'unification, préfèrent un KMT taiwanisé à un PDP qui veut aller de l'avant. Le KMT a pleinement joué là-dessus, et le sens profond du slogan taiwanais « Travailler dur pour sauver Taiwan » (*pa-bien kiu Taiwan*) est un message qui tente de recentrer le débat sur le bilan économique de Chen Shui-bian.

Défaite et contestation : le sentiment d'urgence des partisans de l'unification

- 40 La taiwanisation des Continentaux est certainement de nature à remettre en cause la façon dont ils voient l'unification, et il y a là un facteur d'angoisse chez ses partisans. L'importance cependant gardée par le pôle chinois dans l'identification nationale des Continentaux est, chez eux aussi, cause d'angoisse face à l'arrivée du PDP aux commandes, puis à la normalisation de son pouvoir par sa réélection. Il semble ainsi que la taiwanisation et son contraire jouent toutes deux dans le sens d'une dramatisation des enjeux.
- 41 Le mouvement de taiwanisation a divisé les Nationalistes chinois de Taiwan tout au long de la décennie, finissant par entraîner la défaite du KMT en 2000. C'était là déjà une source d'angoisse majeure pour les partisans de l'unification, comme l'ont montré les manifestations ayant demandé et obtenu la démission de Lee Teng-hui de la présidence du KMT après la victoire de Chen Shui-bian en 2000. Mais encore pouvaient-ils se dire que Chen était arrivé au pouvoir en raison de la compétition pour les votes entre Soong Chu-yu et Lien Chan ; et qu'une fois ceux-ci réunis dans un même ticket présidentiel à la fin du printemps 2003, la reconquête était possible. Mais Chen seul face à ses deux opposants de 2000 réunis, continuait à leur tenir tête. Le facteur chinois s'étant invité dans la campagne avec les missiles, Chen Shui-bian ayant proposé un référendum à connotation souverainiste, la question identitaire longtemps évitée a explosé pendant la campagne 2004. Les politiciens partisans de l'unification se sont acharnés contre Chen, en développant une campagne d'une violence inaccoutumée : exagérations des difficultés économiques, inventions sur l'instabilité sociale et la criminalité, théorie du complot au sujet de l'attentat du 19 mars, comparaisons entre Chen et de sinistres dictateurs du XXe siècle, attaques personnelles sur son honnêteté, ses capacités intellectuelles, sa personnalité, et intimidation des électeurs par l'utilisation de la menace chinoise, en prenant les indépendantistes à leurs contradictions (ils veulent la paix, mais bâtir une nation taiwanaise provoque la Chine), tout en évitant de questionner le problème dans son entier (l'attitude de la Chine est-elle légitime ? Quelle est la part de rhétorique pure dans les menaces chinoises ? Peuvent-ils réellement prendre le parti de la Chine simplement parce que la logique électorale les pousse à se différencier du parti au pouvoir ?), et sans faire face à leur propres contradictions (les conduisant par exemple à déclarer, pour contrer le référendum défensif, qu'il n'y a « que » 496 missiles braqués sur Taiwan).

- 42 Une rhétorique alarmiste a été déployée. Au slogan du ticket Lien-Soong, « Travailler dur pour sauver Taiwan », fut ajouté en gros caractères sur le siège du KMT le slogan « Le changement, ça commence maintenant » (*gaibian, cong xianzai kaishi*), puis « Changer, pour avoir un espoir » (*gaibian, jiu you xiwang*). Il fallait « sauver Taiwan » d'un « dictateur », de la « ruine économique », et de la menace directe de « disparition du pays » (de la République de Chine). Des comparaisons multiples ont été faites par les Bleus entre Chen Shui-bian et Adolf Hitler, tandis qu'une affiche électorale indiquait que le choix de Ben Laden ou de Saddam Hussein allait en faveur de Chen. Le candidat à la vice-présidence, Soong Chu-yu, déclarait quelques jours après le débat télévisé entre les deux candidats à la présidence : « M. Chen Shui-bian dit qu'il n'a jamais changé de coupe de cheveux. La moustache de Hitler n'a jamais changé non plus ». La qualification de Chen Shui-bian comme dictateur a été répétée de façon directe dans de nombreux discours et meetings électoraux, jusqu'à l'avertissement lancé par un professeur de l'université de Taiwan, Chu Yun-peng, continental lui aussi, la veille du scrutin : « Chen Shui-bian a déjà intenté des procès à la presse. A-t-on déjà vu des dirigeants démocrates traîner la presse en justice ? Si Chen Shui-bian est réélu, il réinstaurera la dictature et musellera les médias »²². Ces accusations s'inscrivent dans le droit fil des accusations lancées par le Nouveau Parti unificateur dans les années 1990 contre Lee Teng-hui, accusé d'être un dictateur à mesure que les réformes démocratiques avançaient, et avec elles la transition identitaire qui tuait les illusions d'une unification déclinée au futur proche.
- 43 L'outrance des propos est telle qu'on peut y voir autant le fruit d'une vive inquiétude, que celui d'une manipulation calculée d'information. Dans une lettre adressée une semaine après les élections à la représentante de Washington à Taipei, Mme Barbara J. Schrage, des supporters de Lien concluent un discours très émotionnel à l'encontre de Chen Shui-bian : « *We w[ill] always remember him as the murderer of Taiwan's democracy on March 19* » (date de l'attentat). Dans la lettre, ils font état de mensonges du secrétaire général de la Présidence, Chiou I-jen qui aurait eu recours à la théorie d'une « conspiration entre le parti d'opposition et la Chine continentale ». Nous avons suivi sa déclaration en direct, mais nous n'avons aucun souvenir de tels propos. On peut voir là, sans doute, un intéressant phénomène où les uns et les autres se renvoient la même image de manipulateurs.
- 44 Mentionnons, pour terminer, l'intervention télévisée de Sisy Chen, une politicienne indépendante ayant longtemps été dans le camp du PDP et devenue très critique à l'égard de Chen Shui-bian. Le soir de l'attentat, elle est intervenue sur les télévisions, déclarant « Tout est faux, il s'agit d'un complot, et j'en ai les preuves ». Elle n'a pu, cependant, en fournir aucune. Un mois plus tard, face à la polémique, elle avoue : « Je ne suis pas responsable de mes paroles », ajoutant : « Je me suis basée sur les informations que m'a donné le KMT, en parfaite connaissance de cause de Lien Chan ». Cette intervention a semble-t-il été décidée en urgence alors que les premiers sondages postérieurs à l'attentat montraient une réaction affective de l'électorat en faveur de Chen Shui-bian.
- 45 Quant au thème de la survie du régime, il fut utilisé jusqu'au dernier jour par le camp bleu : alors même que le jour des élections, toute publicité politique était interdite dans les journaux, le ticket Lien-Soong publiait une publicité d'une demi-page en première page des principaux journaux de l'île, avec sur fond des couleurs du drapeau de la

République, le slogan : « *Nous ne pouvons pas laisser ce drapeau disparaître de la surface de la terre !* », utilisant des peurs qu'ils avaient attisées chez les électeurs au fil des mois.

Un sentiment de panique ?

- 46 L'angoisse des Continentaux conservateurs, leur difficulté à accepter les changements en cours, et les manipulations régulières des politiciens partisans de l'unification pour garder leur vivier électoral, ont conduit à de fortes implications affectives. Comme en 2000, des Continentaux qui passeraient d'ordinaire inaperçus, affirmaient être persuadés que les Taiwanais arrivés au pouvoir viendraient un jour les « assassiner ». Ce discours est en complet décalage avec la réalité d'une société civile calme, même pendant les manifestations des protestataires. Il traduit un fantasme morbide, qui anticipe de façon délirante une revanche des Insulaires. Car, en effet, les Continentaux n'ont pas la conscience tranquille, et tentent de le cacher : ils ont pendant cinquante ans apporté leur soutien à un régime dictatorial tenu d'une main de fer par une minorité venue d'ailleurs, ayant colonisé Taiwan et réduit sa culture. Eux, la petite minorité de Continentaux en guenilles, arrivés avec un chef charismatique, mais défait. L'éruption de 2004 trouve ses fondements dans un lourd passif émotionnel qui remonte aux conditions traumatiques de leur arrivée dans la débâcle de 1949. Cet investissement émotionnel à tendance catastrophiste explique que les larmes versées à la défaite l'étaient moins par déception des résultats qu'à cause d'une profonde angoisse sur l'avenir.
- 47 Or les responsables bleus locaux que nous avons interrogés la veille et le jour du scrutin, à Taipei, à Tainan et à Kaohsiung, reconnaissaient les risques de débordement dans leur camp en cas de défaite, et pour cause, ils avaient eux-mêmes mobilisés les troupes pour une élection décisive. Dans la publicité publiée le jour de l'élection, on trouve aussi les mots très significatifs : « Peuple grandiose, il faut aujourd'hui prendre une très grave décision ». Pourtant, en dépit d'une dangereuse saturation émotionnelle, leurs chefs ont mis de l'huile sur le feu au moment le plus crucial, celui qui a suivi la condamnation du résultat des urnes. Ils l'ont fait sciemment, se relayant les uns après les autres, le jour et la nuit, des semaines durant, prodiguant nourriture et boissons aux manifestants du boulevard Kaitagelan à Taipei, pour qu'ils restent le plus longtemps et les plus nombreux possible. Ils ont joué en parfaite connaissance de cause sur une situation qu'on savait explosive. La panique a alors gagné bon nombre de Continentaux, qui ont perdu dans l'affolement de la défaite la plus élémentaire des clairvoyances, les conduisant à croire aux théories conspirationnistes les moins crédibles, telles que celles qui ont circulé au sujet de l'attentat du 19 mars²³.
- 48 Plus d'un mois après l'élection, les Continentaux réunificateurs étaient toujours aux prises avec un véritable système de croyance où tout événement, toute déclaration, toute action politique était systématiquement interprétée suivant la grille d'une conspiration généralisée des Verts visant à « faire disparaître la Chine » de la culture taiwanaise (*qu Zhongguohua*) et à « pousser les Continentaux dans la mer ». Pendant des semaines après l'élection, ces Continentaux là ont vu la guerre civile autour d'eux, alors que Taiwan est en paix. Enfermés dans une mentalité de siège, ils se sont sentis menacés de disparition physique et politique, alors qu'à part quelques fondamentalistes de l'indépendance bien loin des cercles du pouvoir, personne ne songe à les jeter dehors.
- 49 De manière préoccupante, ce débordement émotionnel a touché les jeunes Continentaux, ceux pourtant dont on a pu montrer la taiwanité très naturelle. C'est là

un phénomène nouveau. Tantôt un ami continental très proche nous insulte, alors que nous prenons en photo un slogan placardé sur les murs du siège du comité central du KMT. Tantôt telle connaissance continentale jette à la poubelle tous ses vêtements de couleur verte qu'elle ne peut plus souffrir, tandis qu'une autre se rassure en se disant que telle revue est bien de son côté, à la vue d'une couverture où le bleu prédomine. Un autre encore regrette que son thé préféré soit le thé vert : le temps de quelques semaines, le mot est devenu une obsession. Beaucoup pensent que la sinistre période de la « terreur blanche » des années 1950 (*baise kongbu*) serait aujourd'hui remplacée par celle de la « terreur verte » (*lüse kongbu*), dont ils ne réchapperont pas physiquement. On ne trouve dans l'histoire des Continentaux à Taiwan que deux précédents à une telle atmosphère : le transfert à Taiwan des Continentaux fuyant les communistes en 1949-1950, et les angoisses ressenties à la mort de Chiang Ching-kuo en janvier 1988 et de son remplacement par le premier Président taiwanais de l'histoire, Lee Teng-hui.

- 50 La seule, peut-être, des conséquences heureuses de cette atmosphère traumatique est le taux de participation populaire à la présidentielle : 80,2 %. Des dizaines de milliers de Taiwanais résidant à l'étranger sont rentrés voter. Le jour du scrutin, tous les avions sur les lignes intérieures et tous les trains au départ de Taipei étaient en surréservation, les deux autoroutes nord-sud étant quant à elles totalement engorgées. Des personnes âgées sont allées voter en chaise roulante, des malades avec leur perfusion, des invalides avec des proches les aidant à déposer leur voix dans l'urne. Une femme expliquait dans le courrier des lecteurs d'un des grands quotidiens de l'île qu'étant restée coincée des heures durant dans les embouteillages d'une autoroute, elle était arrivée devant son bureau de vote quelques minutes après sa fermeture, et s'était mise à pleurer de désespoir. Tout le monde savait depuis des mois que chaque vote compterait, que le résultat serait serré. C'était la conséquence de l'enjeu unique que représentait cette élection. Suite à l'annonce du résultat, on trouvait des Continentaux demandant leur chemin pour rejoindre les manifestations. L'un d'eux, une dame âgée, nous déclara : « Vous comprenez, je ne suis pas revenue à Taiwan depuis vingt ans, je ne reconnais rien ». Elle avait émigré voici une génération, après un court passage à Taiwan entre le Continent et l'étranger, avait gardé son passeport de la République de Chine, n'avait jamais eu grand rapport avec l'île, mais était revenue voter pour cette « très grave décision » : empêcher Chen Shui-bian d'être, pensait-elle, le dernier Président de la République de Chine.
- 51 Il est aisé de comprendre l'intensité du choc pour les perdants. Distinguons cependant, dans la réaction des Bleus, le sentiment compréhensible de frustration devant une différence de voix aussi faible, et la politisation immédiate par Lien Chan des résultats le donnant battu : « une élection injuste », « un résultat invalide » (*dangxuan wuxiao*), des « phénomènes anormaux s'étant produits pendant le vote », et un attentat dont il suggère cette fois, alors que la veille il affirmait sa « compassion » pour la victime, qu'il a été orchestré par Chen Shui-bian, et que le Président refuserait une enquête parce qu'il aurait quelque chose à cacher. L'éternel retour de la théorie du complot dans un camp qui ne cesse de voir sa marginalisation s'approfondir ?
- 52 Une « bifurcation historique » est intervenue avec la déclaration de Lien Chan. Il aurait pu se contenter de déclarer que la différence des voix était si faible qu'un nouveau dépouillement était nécessaire. Chacun aurait compris, les perdants se seraient sans doute calmés, en attendant le recomptage. Il a choisi une stratégie inverse, refusant de jouer le jeu, et dénonçant malversations et complots. L'élection est-elle injuste ? Le

terme n'est pas constitutionnel, n'a pas de sens juridique, il est une interprétation politique. Si le KMT avait gagné, aurait-il dénoncé l'élection comme injuste ? Et pourquoi dénoncer des irrégularités à l'annonce de la défaite sans pouvoir avancer de preuve, alors que durant la journée, toutes les chaînes de télévision ont filmé le vote, sans rien trouver à dénoncer entre l'ouverture des bureaux à 8h00 et leur fermeture à 16h00 sous la surveillance des représentants de chaque parti ?

Conspiration, complot, conjuration... La plus vieille des explications ?

- 53 L'argument du complot, vieux comme la société politique, est devenu une tradition ces dernières années à Taiwan. Depuis l'arrivée au sommet du pouvoir d'un Taiwanais en 1988, et depuis qu'ils ne sont plus le « courant principal » (*zhuliu*) à Taiwan, les conservateurs de la nébuleuse nationaliste réunificatrice n'ont eu de cesse depuis le début des années 1990 de recourir à des théories de type conspirationnistes pour tenter de contrer une évolution qui, en effet, allait changer profondément la donne institutionnelle, idéologique, et identitaire. Depuis 2000, devenus opposition politique mais restés majorité législative²⁴, ils n'ont pas joué le rôle d'une opposition constructive, menant plutôt un « filibustering législatif »²⁵ : coupant les budgets, vidant les projets de loi de leur contenu, refusant les sessions extraordinaires, ce qui n'a certes pas aidé le gouvernement des indépendantistes à faire ses réformes. Depuis l'unification de la Chine des seigneurs de la guerre par Chiang Kai-shek en 1927, le KMT n'avait jamais fait l'expérience de l'opposition.
- 54 Ceci fournit un élément de réponse à la question de savoir pourquoi, si leur identification est déjà plurielle, la majorité des Continentaux choisissent le pôle chinois de leur identité quand il s'agit de voter, et non le pôle taiwanais. La peur en partie justifiée (par les menaces verbales chinoises) et en partie injustifiée (du fait des doutes sur la réalité effective des capacités chinoises de mettre ces menaces à exécution), ainsi que le chauvinisme anti-Waishengren de nombreux militants de l'indépendance donnent nécessairement aux Waishengren le sentiment que l'indépendance est la plus dangereuse des solutions, et qu'ils n'auront pas leur place dans un Etat-Nation taiwanais. Ce sentiment de peur face à l'évolution politique de Taiwan est en grande partie émotionnel ; il est, pour cette raison, d'autant plus aisément manipulable. Cette désorientation devant le changement total de leurs repères, ce fantasme de leur propre disparition, et le discours ethniciste de ceux des militants de l'indépendance qui les « victimisent » en permanence, expliquent leur réflexe naturel à voter pour des candidats continentaux et bleus, réflexe ethnique s'il en est, qui n'est pas partagé par les Taiwanais de souche. Ainsi va la survie d'un camp bleu dont le discours unificateur contredit l'identification à Taiwan de la plupart de ses membres, y compris de ses leaders.
- 55 Mais nous sommes dans une logique électorale démocratique, dont le principe est arithmétique : gagner le plus de votes possibles. Cette logique, qui entraîne électoralisme et populisme dans bien des démocraties modernes, a conduit le camp bleu vers une stratégie simple face à sa situation délicate : la manipulation consciente, systématique et démesurée par rapport à la situation réelle de Taiwan, des angoisses d'une population continentale désorientée parce qu'en plein processus d'indigénisation, et d'une population taiwanaise venant de traverser une récession économique historique. Les partisans de l'unification ont utilisé là leur dernière carte : la peur. Il se trouve néanmoins plus d'un analyste pour dénoncer le PDP comme un

facteur de risque, et voir dans le KMT un gage de stabilité, alors que ce dernier est au bord de l'effondrement, et joue désormais son va-tout.

Risques

- 56 La politique du pire risque d'avoir des effets indésirables pour chacune des parties en présence, à commencer pour le camp bleu. Nombre de ses militants ont été déstabilisés par les manifestations, leur violence, les exagérations et les mensonges, et l'image que les mouvements ont donnée de la démocratie taiwanaise. De même, face à l'éventualité d'une victoire des Verts aux législatives de la fin de l'année, de nombreux candidats à la députation sous l'étiquette du KMT, mais locaux et taiwanais de souche, peuvent être tentés de quitter les rangs du Parti Nationaliste pour rejoindre les Verts, comme cela s'est fait régulièrement dans le passé. Si un mouvement d'ampleur se faisait en ce sens, il signerait un ultime départ du KMT des politiciens du « camp taiwanais » qui favoriserait certes une unification du camp bleu, mais pousserait celui-ci vers un repositionnement idéologique dans une direction que ses leaders ne souhaitent pas tous suivre, et qui diminuerait encore leur attractivité électorale.
- 57 La stratégie du camp bleu présente aussi un risque pour les Verts : si l'attitude des Bleus entraînait leur effondrement lors des prochaines élections législatives, les Verts perdraient alors un ennemi dont les contradictions idéologiques, les divisions internes et l'affaiblissement électoral tendanciel sont autant d'atouts pour rester au pouvoir, même sous le feu de critiques politiciennes. La disparition d'un tel ennemi risquerait de les conduire sur les écueils de leurs propres divisions²⁶.
- 58 La carte de la peur, enfin, place la Chine dans une position délicate. Prise entre le marteau et l'enclume par les manifestations, elle a fini par déclarer qu'elle pourrait se décider à intervenir si les choses tournaient mal, au moment où les manifestations devant la Commission centrale des élections menaçaient de dégénérer, avec l'apparition des premières violences physiques. Dès le lendemain, un législateur du Parti du Peuple, tentant de canaliser la violence tout en maintenant la mobilisation, indiquait aux militants surchauffés : « La Chine ne faisait que bluffer ; (...) il est impossible qu'elle s'immisce dans nos affaires ». Un réunificateur indiquait à son insu que les Bleus avaient brandi, depuis des années, un danger en grande partie imaginaire.

Publicité du camp bleu publiée le jour de l'élection : le drapeau de la République de Chine ne doit pas disparaître de la surface de la terre... Pour ne pas être en infraction avec la loi, les noms des candidats ne sont pas mentionnés



© Stéphane Corcuff

- 59 Mais la question la plus préoccupante concerne l'idée que se fait de la démocratie la société taiwanaise aujourd'hui. Tout d'abord, des doutes sur la bonne santé, voire sur la justification du principe démocratique, pénètrent aujourd'hui la société insulaire, tout comme dans les autres démocraties du monde, mais avec une intensité décuplée. Ensuite, les jeunes Taiwanais éprouvent aujourd'hui un profond dégoût pour la politique et le spectacle qu'elle a donné, particulièrement dans cette campagne. Eux qui n'ont pas la mémoire de la dictature, n'ont pour seul référent qu'une démocratie laminée par une question identitaire qui se radicalise. Leur dégoût n'a pas grand chose à voir avec la simple désaffection qu'ont les jeunes d'autres pays face à la politique, et il augure mal de l'avenir de l'idée démocratique à Taiwan. Enfin, ce que l'on peut lire en filigrane derrière l'opposition des partisans de l'unification à Chen Shui-bian, au PDP, et à la taiwanisation, n'est rien de moins que la fragilité de leur soutien au principe démocratique. Certains n'ont en effet accepté que très tard le jeu démocratique, et sous la contrainte du pouvoir d'un Lee Teng-hui conscient que la démocratisation à l'intérieur du KMT serait dangereuse pour ses réformes démocratiques dans la société toute entière, car lui retirant le pouvoir de faire changer les choses face aux conservateurs. Ainsi est née leur accusation d'un Lee Teng-hui dictateur, car utilisant tous les pouvoirs que le poste de président du KMT lui donnait pour limiter ceux des Continentaux partisans de l'unification, et promouvoir les réformes qui les déstabilisaient. Le soutien de ces partisans de l'unification est en permanence fragilisé par la conjugaison des réformes démocratiques et de la transition de l'identité nationale, l'un ne pouvant aller sans l'autre. Ce qui apparaît dès lors clairement, c'est qu'à partir du moment où la démocratie permet à la population, aux médias ou à des

hommes politiques de contester et de mettre en danger l'idéal de l'unification avec la Chine, le soutien des partisans de l'unification au principe démocratique vacille. Il y a là, pour la démocratie taiwanaise, un point préoccupant pour l'avenir.

Le goût amer de la démocratie

- 60 Les hommes politiques du camp bleu ont été des décennies durant au cœur d'un Etat-Parti parmi les mieux intégrés au monde. Radicalement opposés à l'indépendance, ils ont d'abord vu Lee Teng-hui marginaliser leur pouvoir au sein du KMT. Puis l'incroyable s'est produit à leurs yeux : le parti indépendantiste est arrivé au pouvoir, mettant le KMT pour la première fois dans l'opposition. La politique amorcée par Lee Teng-hui s'est depuis encore approfondie, et le candidat Chen a été réélu seul devant ses deux principaux opposants. Dans ce contexte, il est inévitable de se poser la question des sentiments qu'ils peuvent aujourd'hui nourrir face au type de régime qui a permis ce processus ; car c'est bien en jouant le jeu de la démocratie qu'ils ont perdu le pouvoir.
- 61 Très tôt, les hiérarques du Parti Nationaliste opposés à Lee Teng-hui n'ont pas douté qu'il allait transformer irrémédiablement les choses. En 1990, il est élu de justesse comme candidat officiel du KMT à la présidence. En 1993, le parti se scinde avec la fondation du Nouveau Parti, où dominant les opposants au nouveau chef du KMT. Puis, le 9 décembre 1995, Lin Yang-kang et Hau Po-tsun, vice-présidents du KMT, publient une « Lettre ouverte aux camarades du parti » dans le *Quotidien central* (*Zhongyang ribao*), l'organe du parti. Ils déclarent à tous : « Lee Teng-hui a l'ingéniosité (*xinji*) de détruire le parti et de trahir le pays ». Lee était alors du chef du KMT et président de la République en fonction. Mais leur opposition, si elle a été explicite et massive, est toujours restée dans les limites légales. On comprend que cette démocratie ait un goût amer pour eux : le jeu démocratique leur a été imposé par Lee ; ils en ont joué le jeu, même à reculons ; ce qui a fini par permettre au parti d'opposition indépendantiste d'arriver au pouvoir, puis de s'y maintenir. Cela explique la haine phénoménale qu'ils vouent à Lee Teng-hui.

Choisir entre démocratie et identité ?

- 62 Les indépendantistes taiwanais questionnent l'identification à Taiwan de ces hommes politiques du camp bleu. Mais dans un contexte politique qui les marginalise, la question est ailleurs : elle est de savoir quels moyens ils sont aujourd'hui prêts à employer face au jeu démocratique pour éviter de disparaître.
- 63 Leur ambiguïté sur le soutien à la démocratie ne date pas de cette élection. Elle s'inscrit au contraire dans la durée. Ainsi en est-il depuis 1991, avec la réforme lancée par Lee Teng-hui devant conduire à la réélection des assemblées élues en 1947 sur le Continent. Elle a été choisie par Lee comme la première grande réforme de son programme, parce que, bien que sensible, c'était celle dont l'urgence était la plus évidente et le bien-fondé le plus manifeste. Pourtant, les conservateurs s'y sont farouchement opposés, parce qu'elle conduisait à une réélection des assemblées sur le seul territoire contrôlé par Taipei depuis 1949, remettant donc complètement en cause le principe de la représentativité de toute la Chine par les assemblées de la République. Le même débat s'est reproduit en 1994 lors de la réforme constitutionnelle conduisant à l'élection du président de la République de Chine non plus par l'Assemblée nationale, mais par la population taiwanaise au suffrage universel direct, ce qui revenait à en faire, de fait, le Président de Taiwan.

- 64 Dès l'arrivée au pouvoir d'un président indépendantiste, alors que leurs angoisses se concrétisaient, les Bleus ont tenté à l'automne 2000 d'utiliser le mécanisme constitutionnel de destitution à l'encontre de Chen Shui-bian, prenant prétexte d'un désaccord politique sur la question de la quatrième centrale nucléaire. Quels qu'aient été les termes du débat, il s'agissait bien d'une mise en cause de la responsabilité politique du chef de l'Etat, alors qu'en logique constitutionnelle, il n'y a pas de responsabilité politique du chef d'Etat dans un régime parlementaire ou présidentiel, à la différence du Premier ministre, le cas échéant. Les Bleus, en manipulant une procédure que le droit constitutionnel ne destine qu'à la sanction d'un cas de haute trahison, à la frontière d'une responsabilité politique et pénale, laissent penser qu'ils s'embarrassent peu des principes démocratiques, semblant même prêts, quand les questions politiques l'emportent, à transiger avec le respect de la Constitution. Or celui-ci est impératif, car c'est de ce respect, purement volontaire et non contraint par la force, que la Constitution tire sa force de texte juridique suprême, et donc stabilise une démocratie constitutionnelle. C'est là encore une hypothèque qui pèse sur l'avenir de la démocratie à Taiwan.
- 65 Plus près de nous, l'attitude des Bleus sur le référendum montre les mêmes ambiguïtés : particulièrement inquiets à l'idée que le référendum puisse être un jour utilisé pour valider l'indépendance de l'île et un changement de nom du régime, les Bleus ont déployé à l'automne 2003 des efforts nombreux pour bloquer l'adoption d'une telle loi, pourtant prévue par la Constitution en 1947 et appelée de ses vœux par celui qu'ils voient comme le père de la nation, Sun Yat-sen. Embarrassés par cette contradiction, ils n'ont pu que finir par promettre de voter la loi, mais l'ont amendée autant que possible pour la vider de sa substance. Là encore, on le voit, quand la démocratie donne un outil propre à remettre en cause le dogme de « l'impérieuse réunification », leur soutien à la réforme démocratique se fragilise, voire disparaît. C'est donc à la lumière de ce trait de psychologie politique qu'il faut lire la difficulté des Bleus à accepter, le 20 mars 2004, le verdict des urnes. Aucune preuve n'a finalement pu être apportée aux allégations de Lien Chan le soir de sa défaite, au point qu'un curieux accord a été proposé par les Bleus deux semaines après le début des manifestations : le retrait d'une partie de leur plaintes, contre l'assurance qu'ils n'auraient pas à donner des preuves des irrégularités alléguées.
- 66 Quel est l'avenir de la démocratie taiwanaise quand de tels marchandages sont proposés par un camp, acceptés par l'autre ? Quelle influence peuvent avoir sur les Taiwanais les discours de désinformation tenus par les politiciens taiwanais ? La crise passée, mais la mentalité de crise demeurant, peut-on craindre des nouveaux développements, plus radicaux ? Foncièrement optimiste, toujours enjoué, l'ancien président Lee Teng-hui nous faisait part, le lendemain de l'élection, de sa « confiance dans le peuple taiwanais qui ne se laissera pas bernier ». Force est pourtant de constater qu'un grand nombre de militants bleus sont convaincus que Chen Shui-bian, qui a reçu deux prix internationaux pour son travail de réforme et son engagement dans la défense des droits de l'homme, serait un dictateur. Le divorce psychologique entre les Bleus et les Verts, s'il ne peut déboucher sur un véritable conflit ethnique justement parce qu'il n'épouse pas les lignes de clivages ethniques, fait cependant ressembler la société taiwanaise à la société française au plus fort de l'affaire Dreyfus. Rien n'indique qu'un nouvel élément ne puisse un jour faire dérailler les choses. Les accusations lancées à Chen Shui-bian ne sont-elles qu'un simple dérivatif psychologique, ou les

inquiétudes vont-elles, chez certains, jusqu'à brouiller le soutien au principe démocratique ? Hésitent-ils déjà entre leur allégeance civique et leur identification ethnique ?

NOTES

1. En 1986, le Président Chiang Ching-kuo a toléré la fondation, à l'époque illégale, du Parti démocrate progressiste (PDP, *Minjindang*). Quatorze ans plus tard, en 2000, celui-ci est arrivé au pouvoir suprême.
2. Le camp bleu regroupe le Parti Nationaliste chinois (*Guomindang* ou Kuomintang), le Parti du peuple (*Qinmindang*) et le Nouveau Parti (*Xindang*), ces deux derniers étant issus de divisions du premier à l'époque où il était dirigé par Lee Teng-hui, dont la politique déplaisait aux réunificateurs.
3. Le camp vert allie le Parti démocrate progressiste (*Minjindang*) et l'Alliance pour l'union de Taiwan (*Taiwan tuanjie lianmeng*), fondée par Lee Teng-hui après sa démission en mars 2000 de la présidence du KMT.
4. La forme représentative de la démocratie, telle qu'expérimentée par les pères fondateurs de la Constitution américaine et par les libéraux français et anglais, a été en partie inventée pour légitimer le passage du pouvoir d'un seul au pouvoir d'une élite. Cette élite, qui concentre le pouvoir entre ses mains, évite ainsi que ce dernier ne tombe dans celles du peuple tout entier, craignant à la fois la difficulté de mise en pratique d'une démocratie directe, et les dérives qu'elle pourrait entraîner. L'exercice d'une démocratie représentative est confiée à une oligarchie élue démocratiquement, mais disposant de l'exercice concret de tout le pouvoir, du fait du passage du principe de la souveraineté populaire à la pratique d'une souveraineté dite « nationale ».
5. Sur ce sujet, on pourra consulter notre article « L'introspection *han* à Formose. L'affaire des manuels scolaires. Connaître Taiwan, 1994-1997 », *Etudes chinoises*, vol. XX (1-2), printemps-automne 2001, pp. 41-84.
6. Au terme du mandat entamé le 20 mai 2004, la présidence aura été détenue par des Taiwanais de souche de manière continue pendant vingt ans. Lee Teng-hui, d'abord Président par intérim après le décès du Président Chiang Ching-kuo en 1988 (1988-1990), a ensuite été élu Président de la République par l'Assemblée nationale (1990-1996) puis, après une réforme constitutionnelle en 1994, élu directement au suffrage universel direct pour un second mandat, de quatre ans cette fois (1996-2000). Président d'un Parti Nationaliste chinois réunificateur, Taiwanais de souche, il a néanmoins mené une politique affirmant la nécessité de centrer l'action politique et l'identification sur Taiwan même, et de remettre à des temps plus réalistes l'unification nationale. Après son départ de la Présidence de la République comme du Parti Nationaliste chinois en l'an 2000, il a affiché beaucoup plus nettement ses options indépendantistes et peut être considéré aujourd'hui comme un acteur central de la construction d'une nation taiwanaise. Son successeur, Chen Shui-bian, élu en 2000, et réélu en 2004, est quant à lui arrivé au pouvoir avec une identité indépendantiste explicite dès le départ. Il a été élu en 2002 président du Parti démocrate progressiste.

Tous les deux collaborent aujourd'hui régulièrement dans la promotion de l'identité taiwanaise.

7. Les pouvoirs très étendus dont disposaient à Taiwan les deux Présidents Chiang Kai-shek (1950-1975) et Chiang Ching-kuo (1978-1988) étaient tirés non de la Constitution qui, au contraire les limite sérieusement, mais de leur rapport personnel au régime et des fameux décrets d'exception (*dongyuan panluan linshi tiaokuan*) qui ont suspendu le fonctionnement constitutionnel de l'Etat. Lee Teng-hui a levé ces Dispositions temporaires en 1991, et s'est donc privé lui-même, en remettant le régime constitutionnel sur les rails, de ces pouvoirs étendus.

8. Bien peu ont en effet dénoncé la répression, durant quarante ans, de l'identité linguistique et de la culture locale de l'île par le Kuomintang. Ils y ont même parfois directement contribué dans le cadre de leurs fonctions officielles : comme Soong Chu-yu, le candidat à la vice-présidence en 2004 et féroce critique de Chen Shui-bian, pendant les sept années qu'il a passées comme vice-ministre puis comme ministre de l'information (1977-1984).

9. Sur ce sujet, nous renvoyons aux paragraphes 722 à 755 de notre thèse de doctorat, *Une identification plurielle. Les Continentaux et la transition identitaire à Taiwan, 1988-1997*, Institut d'études politiques de Paris, 2000, vol. III, pp. 618-643.

10. Etude des transitions vers la démocratie et de la consolidation démocratique.

11. Le discours souverainiste à Taiwan est, en effet, un produit de conditions très particulières : un régime démocratique,, élisant le chef d'Etat, indépendant dans les faits, mais non reconnu internationalement et menacé par son voisin. Le nationalisme insulaire que produit la démocratie taiwanaise dans de telles conditions est, en l'occurrence, mou. Toujours trop faible pour les indépendantistes, nécessairement trop fort pour les partisans de l'unification, il ne présente nullement les traits d'un nationalisme ethnique exclusif, tentant au contraire de réaliser un nationalisme civique incluant toutes les composantes ethniques et culturelles de l'île.

12. Entre le retour de Taiwan à la Chine de Chiang Kai-shek le 25 octobre 1945 et la dernière grande évacuation, début 1955, d'une zone contrôlée par les Nationalistes, les îles Ta-chen.

13. « Les "Continentaux" de Taiwan, une catégorie identitaire récente », *Perspectives chinoises*, n°57, janvier-février 2000, pp. 74-84.

14. Les jeunes d'ascendance continentale ont quitté ces isolats géographiques et ethniques où étaient entassés, des décennies durant, les militaires venus du Continent.

15. Les passages de l'un à l'autre camp ne sont pas impossibles, ni rarissimes, bien que peu fréquents : on connaît des anciens partisans de l'unification qui finissent par accepter le principe de l'indépendance, et des anciens indépendantistes qui finissent par s'opposer à la politique actuelle. Dans un cas, l'indépendance est acceptée comme éloignement temporaire face à la Chine pour préserver la démocratie de l'île. Dans l'autre, la préservation de la République de Chine est finalement défendue pour empêcher les indépendantistes d'aller trop vite, et de précipiter une crise dans le détroit qui nuirait tant à la démocratie elle-même qu'à leurs propres objectifs d'indépendance.

16. Le terme français employé plus haut de « débat identitaire » est peut-être le mieux à même de traduire ce conflit entre deux « consciences ».

17. Le mot idéologie (*yishi xingtai*) comprend d'ailleurs, en chinois, le mot conscience (*yishi*).

18. Il y a cependant des individus qui se situent aux deux extrémités du spectre. Leurs jugements, réactions et interprétations sont faciles à prévoir ; elles tendent à se polariser clairement sur la question de l'indépendance et de l'unification, et donc des candidats qui sont les mieux à même de porter l'une et l'autre.

19. Dix ans après la levée de la loi martiale, l'ancien Président Lee Teng-hui est en pleine possession du pouvoir et peut ainsi faire passer des réformes audacieuses. C'est aussi une année où la tension psychologique est à l'un des pics de la décennie, avec notamment l'une des réformes constitutionnelles qui a été les plus difficiles à obtenir : la transformation du gouvernement de la province de Taiwan, redondant avec une République de Chine se réduisant à cette même province depuis 1949, en une simple commission d'importance marginale.

20. Nous renvoyons à notre essai *Feng he ri nuan. Taiwan Waishengren yu guojia rentong de zhuanbian (Vent doux, soleil léger. Les Continentaux de Taiwan et la transition de l'identité nationale)*, Taipei, Yunchen wenhua, 2004, 158 p. Le lecteur non-sinisant peut consulter le volume II de notre thèse de doctorat sus-mentionnée.

21. Aucune étude scientifique n'a encore été faite sur l'identification nationale des Taiwanais de souche. Ceux-ci n'étant pas une minorité soudée, mais une majorité composée de communautés variées, comment choisir à travers toute l'île un échantillon représentatif, surtout si l'on tient à garder le principe d'une approche de l'identification nationale basée sur un grand nombre de variables ? Les perceptions qui suivent ne sont donc pas basées sur une étude statistique. Elles sont issues d'une pratique du terrain.

22. Présentation faite aux observateurs internationaux et journalistes étrangers dans les bâtiments de la fondation de recherche du KMT, à Taipei, le 19 mars.

23. Indiquant, par exemple, qu'une fausse balle a été tirée de l'intérieur de la voiture, et que le pare-brise troué était un pare-brise factice, préparé à l'avance.

24. D'abord à eux seuls jusqu'en 2001, puis dans le cadre d'une coalition. Dans la législature en cours qui viendra à son terme le 30 novembre 2004, les Bleus sont à une voix de la majorité absolue, et dépendent donc d'un indépendant, ce qui laisse la place pour des débats, mais les assure cependant d'une majorité dans de nombreux cas.

25. Le terme « filibustering » est un terme militaire d'origine américaine. Le droit constitutionnel l'emploie aujourd'hui pour désigner une opposition parlementaire systématique.

26. Pour cette raison, la mouvance de Lee Teng-hui et le parti qu'il a fondé, *Taiwan Solidarity Union (TSU)* semblent aujourd'hui hésiter à proposer à ces politiciens bleus de les rejoindre dans le camp vert, même si les stratèges du TSU y réfléchissent.